



CSA du 29 janvier 2026

Déclaration UNSA Education

Madame la rectrice,

Mesdames et messieurs les membres du CSA,

4000 suppressions de postes à la rentrée 2026... et 148 pour notre seule académie. Même si l'ensemble des acteurs dont nous faisons partie s'y attendait, il s'agit là d'un tournant historique et d'un choix politique lourd de conséquences.

Oui, le nombre d'élèves diminue et vous nous répondrez - sans doute par loyauté - qu'en dépit de ces suppressions le P/E augmente. **Mais qu'est-ce que le P/E ?**

Un ratio qui comptabilise l'ensemble des postes d'un BOP au regard du nombre d'élèves (enseignants, mais aussi personnels qui ne sont pas devant élèves, remplaçants, CLM, CLD, etc...). Le P/E ne reflète donc pas, stricto sensu, le nombre d'élèves par classe. Pire, le P/E intègre des réalités protéiformes telles que la ruralité, l'éducation prioritaire ou les zones en tension particulièrement dans les grandes villes et le péri-urbain.

Alors oui, le P/E augmente, mais cela ne renvoie à aucune réalité que vivent les personnels sur le terrain. Piloter par le P/E n'a pas de sens, pas de réalité et sert surtout à masquer l'absence de projet et de vision sur le long terme.

Parlons justement de ces réalités que les personnels n'ont de cesse de décrire et sur lesquelles l'UNSA peut s'appuyer grâce à son baromètre annuel des métiers.

La dernière édition du baromètre de l'UNSA Éducation a mis en exergue un épuisement des personnels. Car c'est bien **l'ensemble** des personnels de l'éducation nationale qui est aujourd'hui touché. Tous les métiers voient leurs conditions de travail se dégrader progressivement. La multiplication des missions, les injonctions contradictoires, la réduction des marges de manœuvre et le manque de reconnaissance finissent par peser lourdement sur les collectifs de travail.

Rajoutons à cela l'instabilité politique du pays et ses conséquences qui va rendre particulièrement complexe la tâche des agents des services académiques pour ce qui relève de la gestion des concours, de la constitution des berceaux de stagiaires, de l'organisation des opérations de mouvement ou des ajustements permanents liés aux contraintes budgétaires.

Concernant les enseignants, les personnels ont besoin :

- d'effectifs allégés,
- de remplaçants en nombre suffisant car les absences non remplacées pèsent sur les équipes et détériorent les relations écoles/familles,
- d'AESH en nombre suffisant pour pouvoir répondre aux notifications qui, contrairement au budget, n'attendent pas le 1^{er} janvier pour tomber
- et de personnels ressources pour les aider à prendre en charge les difficultés du quotidien et les élèves avec des besoins de plus en plus « particuliers » qui mettent à mal la cohésion des équipes et le climat scolaire.

Des cibles clairement identifiées donc et auxquelles les postes supprimés auraient pu apporter une réponse.

De même pour les emplois administratifs et de direction. Il est regrettable que dans une académie qui reste sous-administrée à tous les niveaux l'opportunité n'ait pas été saisie de renforcer les équipes.

Pour rappel, le ratio perdir/élèves fait apparaître un retard d'environ **40 ETP de perdir** par rapport à la moyenne nationale et le ratio administrateur/administrés est 3 fois moins élevé qu'au ministère de l'économie et 6 fois moins qu'au ministère des armées...

Les créations de postes d'administratifs étant aspirées par l'ouverture du lycée de Cournonterral.

Au lieu de cela, nous validons une vision purement comptable, sans aucune ambition qui va continuer d'amplifier les difficultés profondes auquel notre système éducatif est confronté.

Nous avons une possibilité historique de renverser cela, et d'enfin adopter une vision partagée, positive et méliorative de l'Ecole mais nous allons une fois encore subir la médiocrité de nos politiques. Et aujourd'hui, en CSA Académique, vous allez, Madame la Rectrice, nous demander de voter et de nous exprimer sur la ventilation des moyens, ou plutôt devrai-je dire, sur le tribut à payer par département et par établissement.

Et bien Madame la Rectrice, pour l'ensemble des raisons que je viens d'évoquer, l'UNSA Education s'exprimera en contre et ce quelle que soit la proposition faite. Il ne s'agit pas là de sanctionner le travail (difficile et nécessaire) des services mais d'une équation insoluble à laquelle nous refusons de participer. L'UNSA Education ne sera pas complice de cette entreprise de destruction de l'Ecole publique.

Car une société qui n'investit plus dans l'éducation et la formation de sa jeunesse est une société sans avenir. Réduire le nombre d'enseignants n'est pas une opération rentable sur le long terme. Pour 1 euro économisé, ce sont 9 euros de perdus pour la société. Et ce n'est pas l'UNSA Education qui le dit mais l'Institut des Politiques Publiques.

Si l'Éducation nationale choisissait d'accompagner cette baisse démographique uniquement par des suppressions de postes, ce seraient 53 000 enseignants en moins d'ici 2034, pour 3,4 Md€ d'économies. Mais si, au contraire, l'État conservait ces postes pour réduire les effectifs par classe et renforcer le suivi des élèves, le pari serait alors gagnant : davantage de réussite scolaire et à terme 4,3 Md€ de recettes fiscales supplémentaires

Concernant un autre sujet, celui de la carte des formations, l'UNSA Education constate que dans notre académie, les organisations syndicales sont hors-jeu sur le sujet de la carte des formations. Un groupe de travail a finalement été convoqué afin de nous présenter les mesures que l'on nous demandera de voter dans quelques instants. La qualité du dialogue et des échanges n'est absolument pas à mettre en cause, mais nous présenter un projet duquel nous avons été écartés des réflexions préalables revient à faire de ce GT une simple chambre d'enregistrement.

L'UNSA Education vous demande, Madame la Rectrice, que le CSA de Région académique se réunisse comme il devrait le faire, à minima 2 fois par an, en présence de la Région, afin de pouvoir réellement échanger et discuter de la carte des formations.

De façon plus générale, l'échelon Région académique nous paraît laissé à l'abandon alors même qu'il permettrait d'évoquer des sujets d'importance tels que :

- Evolution prévisionnelle des effectifs à 10 ans
- Carte des formations à 3 ou 4 ans
- Plan de transition écologique et stratégie immobilière territorialisée,
- Feuille de route ESRI (Enseignement Supérieur Recherche et Innovation)

Enfin, l'UNSA Education ne pouvait pas conclure sans un point sur la mixité scolaire et un constat, certes qui n'est pas nouveau mais qui n'en demeure pas moins inacceptable, d'un séparatisme scolaire grandissant entre le public et le privé. Oui les effectifs baissent de toute part, mais les proportions ne sont pas comparables particulièrement au collège où la baisse est proportionnellement 5 fois moins importante dans le privé que dans le public.

Et ceci est parfaitement visible à la lecture des indicateurs IPS des établissements.

Pour l'UNSA Education il s'agit là d'un constat d'échec d'un service public qui peine à trouver des solutions durables pour réduire cette fracture sociale et scolaire. Et ce n'est pas par une vision purement comptable ne prenant en compte que les baisses d'effectifs, que nous y parviendrons.

Je vous remercie

Jean-Robert BIGGIO

Secrétaire Régional UNSA Education